

**EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DU TERRITOIRE
DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE**

Séance du 17 juin 2019

Le 17 juin 2019 à 18h00, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, régulièrement convoqué s'est réuni en nombre prescrit par la loi sous la présidence de Madame Sylvia BARTHELEMY, Présidente, Monsieur Laurent COLOMBANI a été désigné secrétaire de séance.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Philippe AMY ; Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI ; Patrick ARNOUX ; Sylvia BARTHELEMY ; Patrick BIAVA ; Christine CAPDEVILLE ; Laurent COLOMBANI ; Bernard DESTROST ; Sylvia DERAÏ GIMBERT ; Sylvie FANEGO ; Bruno FOTI ; Danièle GARCIA ; Gérard GAZAY ; Denis GRANDJEAN ; Alain GREGOIRE ; Stéphanie HARKANE ; André JULLIEN ; France LEROY ; Jeannine LEVASSEUR ; Jean-Marie LEONARDIS ; Danielle MENET ; Yves MESNARD ; Véronique MIQUELLY ; Pierre MINGAUD ; Geneviève MORFIN ; Léo MOURNAUD ; Patricia PELLEN ; Christiane PETETIN ; Patrick PIN ; Christine PRETOT ; Monique RAVEL ; Raymond ROCCHIA ; Vincent RUSCONI ; Hélène TRIC ; Madeleine VAICBOURDT

Etaient représentés Mesdames et Messieurs :

Pierre COULOMB représenté par Sylvia BARTHELEMY
Rémi MARCENGO représenté par Alain GREGOIRE
Michel LAN représenté par André JULLIEN
Serge PEROTTINO représenté par Gérard GAZAY
Alain ROUSSET représenté par Bruno FOTI
Jocelyne MARCON représentée par Madeleine VAICBOURDT
Maurice CAPEL représenté par Sylvie FANEGO
Hélène LUNETTA représentée par Denis GRANDJEAN
Mohammed SALEM représenté par Léo MOURNAUD
Robert MIECHAMP représenté par Danièle GARCIA
Alain BOUTBOUL représenté par Patrick BIAVA
Danièle GIRAUD représentée par Raymond ROCCHIA
Magali GIOVANNANGELI représentée par Antoine DI CIACCIO
Dominique HONETZY représentée par Monique RAVEL
Muriel HENRY représentée par Christiane PETETIN
Pascal AGOSTINI représenté par Philippe AMY
Sophie ARTARIA-AMARANTINIS représentée par Danielle MENET
Julie GABRIEL représentée par Jeannine LEVASSEUR
Giovanni SCHIPANI représenté par Hélène TRIC

Etaient absents :

Véronique MIQUELLY
Daniel FONTAINE
Joëlle MELIN
Vincent RUSCONI

CT4/170619/4

Sur le rapport de Yves MESNARD

Approbation de la convention d'objectifs avec l'Association Habitat Alternatif Social et attribution d'une subvention pour l'année 2019

La lutte contre les violences faites aux femmes est un enjeu essentiel de société, d'inégalité entre les sexes mais aussi une urgence de santé publique car les conséquences psychosomatiques, sociales et économiques qu'elles induisent sont considérables. L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) considère les violences de ce genre comme l'un des problèmes majeurs en matière de santé publique dans le monde. Expression ultime de multiples formes de domination masculine, les violences faites aux femmes constituent des atteintes intolérables à leur intégrité et à leur dignité et une violation des droits fondamentaux. En France, 1 femme meurt tous les 3 jours sous les coups de son compagnon ou ex compagnon.

Depuis 2013, il existe un lieu d'accueil spécifique sur le Territoire pour accueillir ces femmes. Il s'agit de favoriser l'hébergement des femmes victimes de violences et leur réinsertion sociale afin de répondre de manière individualisée et adaptée aux exigences des parcours de vie de ces femmes. Mais aussi de construire une réponse globale aux femmes victimes, dans la durée, en plaçant la victime au centre d'un processus de traitement et d'accompagnement qui lui permette de sortir du silence et de l'isolement ainsi que de trouver le plus rapidement possible une porte de sortie de la violence. Cet objectif s'organise autour de plusieurs axes : la prévention, le traitement policier et judiciaire, l'accompagnement juridique, social et psychologique.

L'un des axes prépondérants du PLH du Pays d'Aubagne et de l'Etoile est d'apporter des réponses adaptées aux besoins spécifiques en logement et en hébergement aux personnes les plus en difficultés.

Ce projet s'inscrit pleinement dans ce cadre et doit permettre de développer à partir de la gestion de cette Maison des logements temporaires pour répondre à l'urgence sur tout le Territoire.

Un certain nombre de communes ce sont déjà positionnées afin de mettre œuvre ce dispositif.

Au regard de l'intérêt majeur de cette opération dans le cadre global de nos actions de lutte contre les violences faites aux femmes, de défendre par le droit au logement et par le droit à la santé, la dignité des personnes les plus fragilisées, il est proposé d'allouer une subvention à l'association Habitat Alternatif Social d'un montant de 12 000 euros.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le programme d'actions du PLH, approuvé par délibération n°14-0214 du 26 février 2014 du Conseil Communautaire.

Où le rapport ci-dessus,

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20190617-CT4-170619-4-DE
Date de télétransmission : 21/06/2019
Date de réception préfecture : 21/06/2019

Considérant

- Que cette démarche s'inscrit de plein droit dans le cadre du programme d'actions du PLH, qu'elle constitue l'une des priorités de la politique de l'Habitat dont les acteurs doivent être confortés, le Conseil de Territoire propose d'allouer à l'association Habitat Alternatif Social une subvention de 12 000 euros.

Après en avoir délibéré,

DECIDE**Article 1 :**

D'approuver les termes de la convention d'objectifs 2019 prévoyant le versement d'une subvention de fonctionnement :

Section : FONCTIONNEMENT - Chapitre : 65 – Compte : 65748
Montant : 12 000 euros

Article 2 :

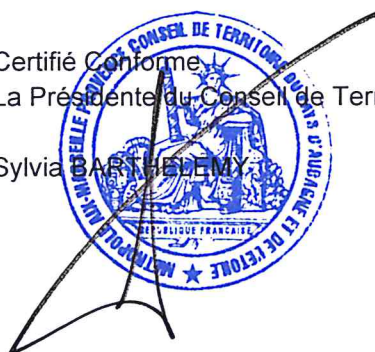
Que les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de l'Etat Spécial de Territoire.

Article 3 :

D'autoriser Madame la Présidente à signer la convention d'objectifs ainsi que tous actes y afférent.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Certifié Conforme
La Présidente du Conseil de Territoire
Sylvia BARTHELEMY



Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20190617-CT4-170619-4-DE
Date de télétransmission : 21/06/2019
Date de réception préfecture : 21/06/2019



Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20190617-CT4-170619-4-DE
Date de télétransmission : 21/06/2019
Date de réception préfecture : 21/06/2019

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS 2019

ENTRE LES SOUSSIGNES :

L'E.P.C.I. **La Métropole Aix-Marseille-Provence –
Le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile
932 avenue de la Fleuride, Z.I Les Paluds
13400 AUBAGNE**

représenté par **Sa Présidente, Madame Sylvia Barthélémy.**

ci-après désigné **« la Métropole »**

ET

l'Association

**Habitat Alternatif Social
13 rue des Petites Maries
13001 Marseille**

Représentée par

Son Président , Monsieur Carmelo Franchina

ci-après désignée **« l'association »**

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Conformément aux orientations données lors des Assises nationales de la vie associative, les administrations doivent, dans les relations qu'elles nouent avec les associations, veiller tout particulièrement au respect de la liberté associative et des principes éthiques qui sont le fondement de la vie associative.

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la politique de subventions mise en place par la Métropole en faveur des acteurs associatifs qui œuvrent dans le domaine de « l'Habitat ».

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20190617-CT4-170619-4-DE
Date de télétransmission : 21/06/2019
Date de réception préfecture : 21/06/2019

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20190617-CT4-170619-4-DE
Date de télétransmission : 21/06/2019
Date de réception préfecture : 21/06/2019

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La convention a pour objet l'attribution d'une subvention à Habitat Alternatif Social pour l'exercice 2019.

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser les objectifs conformes à son objet social, à savoir : accueillir des femmes victimes de violence et leur proposer un accompagnement adapté. L'objectif est que ces femmes puissent trouver un refuge dans ce lieu. La mise en sécurité physique et psychique est la priorité pour se reconstruire et se projeter dans un nouveau parcours de vie.

1. Poursuivre l'accueil des femmes et des familles en urgence
2. Accompagner dans l'accès aux droits et à la santé
3. Continuer à développer des partenariats avec les réseaux sociaux du territoire
4. Développer des solutions de sortie avec les bailleurs publics, sur les contingents à déterminer, ou les bailleurs privés (intermédiation locative) pour faciliter le retour à l'autonomie dans un nouveau projet de vie.

A cette fin, l'association s'engage à mettre tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la Métropole s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs pour l'année 2019.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2019 et trouvera son terme au plus au versement du solde de la subvention, le cas échéant.

ARTICLE 3 : INDEPENDANCE DE L'ASSOCIATION

Pour mettre en œuvre ces actions notamment avec les moyens qui lui sont alloués par la Métropole, l'association jouit d'une indépendance de décision dans la définition de ses actions et dans la conduite de ses tâches de gestion et d'administration.

Cette indépendance s'exerce en conformité avec les statuts de l'association, à partir des instances créées (Assemblée Générale, Conseil d'Administration, Bureau...).

Cependant, la Métropole peut requérir, en cours d'année toutes les informations et tous documents utiles au contrôle de l'exécution des engagements pris par l'association et justifiant l'octroi de la subvention.

De plus, les actions visées ci-dessus sont réalisées sous la responsabilité de l'association et ne peuvent être confiées, pour tout ou partie, à des tiers sans l'accord de la Métropole.

L'association s'engage en outre à :

- Respecter toutes les obligations légales, sociales et fiscales liées à l'exercice de ses activités ;
- Fournir à la Métropole les attestations d'assurance visant à garantir sa responsabilité civile, et en particulier, pour la ou les activités, objet(s) de la présente convention.

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20190617-CT4-170619-4-DE
Date de télétransmission : 21/06/2019
Date de réception préfecture : 21/06/2019

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20190617-CT4-170619-4-DE
Date de télétransmission : 21/06/2019
Date de réception préfecture : 21/06/2019

De manière générale, l'association devra se trouver en situation régulière au regard des organismes sociaux et fiscaux, ainsi que des dispositions législatives et réglementaires concernant le personnel, notamment en matière salariale.

ARTICLE 4 : COUT DE L'ACTION ET PARTICIPATION DE LA MÉTROPOLE

4.1 Budget prévisionnel de l'action :

L'annexe I à la présente convention précise :

- Le budget prévisionnel global de l'objectif ou action, objet de l'article 1er, ainsi que les moyens affectés à sa réalisation en détaillant les autres financements attendus et en distinguant notamment les apports des collectivités territoriales, les ressources propres, etc. ;
- Les contributions non financières dont l'association dispose pour la réalisation de l'objectif mentionné à l'article 1^{er} (mise à disposition de locaux, de personnel, de matériel, etc.).

Conformément à cette annexe, le coût total prévisionnel de l'action, objet la présente convention, est d'un montant de 232 351 €.

4.2 Participation de la Métropole :

La participation de la Métropole est d'un montant de 12 000 €, soit 5 % du coût total prévisionnel.

Les crédits seront pris sur les lignes budgétaires de la Métropole présentant les disponibilités nécessaires.

Cette subvention sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur sous réserve du respect par l'association de ses obligations légales et contractuelles.

4.3 Modalités de versement de la subvention :

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvée par délibération n° HN 021-049/16/CM en date du 07 avril 2016, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte dans la limite de 80% de la subvention votée, sur demande du bénéficiaire ;
- le solde (soit 20%) sera versé sur production du Compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée

Le compte-rendu financier comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention

4.4 Ajustement de la subvention :

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier précité :

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention sans l'accord écrit de la Métropole, celle-ci peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20190617-CT4-170619-4-DE
Date de télétransmission : 21/06/2019
Date de réception préfecture : 21/06/2019

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20190617-CT4-170619-4-DE
Date de télétransmission : 21/06/2019
Date de réception préfecture : 21/06/2019

En outre, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation de la Métropole n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation de la Métropole est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles.

ARTICLE 5 : CONTROLE, SUIVI, EVALUATION

5.1 Contrôle :

L'association s'engage à faciliter à tout moment, le contrôle par la Métropole, de la réalisation de l'objectif en particulier par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et de tout autre document dont la production serait jugée utile.

5.2 Suivi :

L'association s'engage à informer régulièrement la Métropole de l'état d'avancement et de déroulement de l'action défini à l'article 1 de la convention selon des modalités établies d'un commun accord entre les deux parties.

La Métropole pourra demander à l'association de participer à des réunions de suivi, à chaque fois qu'elle le jugera utile.

5.3 Évaluation :

L'évaluation des conditions de réalisations des objectifs poursuivi par l'association auxquels la Métropole a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée par la Métropole.

L'évaluation porte, en particulier sur la conformité des résultats à l'objectif mentionné à l'article 1.

Pour ce faire, une réunion comprenant les deux parties pourra être convoquée par la Métropole au plus tard deux mois après la fin de l'opération.

Le non-respect par l'association de ses obligations conventionnelles se traduira par des demandes d'explication par les services opérationnels de l'intercommunalité, et le cas échéant, par le remboursement total ou partiel de la subvention.

ARTICLE 6 : REDDITION DES COMPTES

L'association, dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (courant de préférence du 1^{er} janvier au 31 décembre), devra :

- conformément à l'article 10 al. 4 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000, fournir le compte rendu financier de l'emploi de la subvention signé par le Président ou toute personne habilitée ;
- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté ministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.

Conformément à l'article L. 2313-1-1 du CGCT issu de l'ordonnance n°2005-1027 du 26 août 2005, si les subventions annuelles sont supérieures à soixante-quinze mille euros (75 000 euros) ou représentent plus de 50% du budget total de l'association, le président s'engage à certifier la conformité des comptes annuels ;

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20190617-CT4-170619-4-DE
Date de télétransmission : 21/06/2019
Date de réception préfecture : 21/06/2019

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20190617-CT4-170619-4-DE
Date de télétransmission : 21/06/2019
Date de réception préfecture : 21/06/2019

- communiquer à la Métropole les rapports d'activité de l'année écoulée, les procès-verbaux d'Assemblée Générale et toute modification intervenue dans la composition du Conseil d'Administration et du Bureau de l'association ;

- faciliter à tout moment le contrôle par la Métropole de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Conformément à l'article 612-4 du Code du commerce issu de la loi n°93-122 du 29 janvier 1993 modifié par la loi n°2003-706 du 1^{er} août 2003, pour un montant supérieur à cent cinquante-trois mille euros (153 000 €) de subventions publiques, l'association :

- doit établir chaque année le bilan, le compte de résultat et l'annexe,

- est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes.

Dans ce cas, ou si elle fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, l'association s'engage à transmettre à la Métropole tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles.

A compter du 1^{er} janvier 2006, en application de l'ordonnance du 28 juillet 2005 et du décret 2009-540 du 14 mai 2009, les associations ayant reçu annuellement un total de subventions ou de dons excédant la somme de 153 000 euros, ont l'obligation d'organiser la publicité de ces documents : comptes annuels et rapport du commissaire aux comptes. Elles doivent les transmettre, via internet, à la Direction des Journaux Officiels dans les trois mois à compter de l'approbation des comptes par l'organe délibérant.

En cas de modification dans le domaine comptable, l'association s'engage à appliquer les nouvelles directives.

ARTICLE 7 : PUBLICITE - COMMUNICATION

L'association s'engage à apposer, sur tous les supports de communication relatifs à l'opération soutenue par la Métropole, son logo en respectant la charte graphique métropolitaine et à y faire apparaître la participation financière de la Métropole.

La Métropole pourra demander à l'association des justificatifs attestant de l'apposition du logo (photographie par exemple).

L'association s'engage également à communiquer sur le partenariat avec la Métropole dans toute conférence de presse, interview, etc. et faire participer les représentants de la Métropole aux actions publiques concernées.

En cas de non-respect de ces obligations, la Métropole se réserve le droit de demander le reversement de la subvention concernée.

ARTICLE 8 : REVERSEMENT, RESILIATION ET LITIGES

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20190617-CT4-170619-4-DE
Date de télétransmission : 21/06/2019
Date de réception préfecture : 21/06/2019

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20190617-CT4-170619-4-DE
Date de télétransmission : 21/06/2019
Date de réception préfecture : 21/06/2019

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par la Métropole, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de dissolution ou de liquidation de l'association ou encore si cette dernière ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence ayant motivé le soutien de la Métropole.

En cas de manquement grave de l'association, la Métropole sera fondée d'exiger la restitution des sommes perçues, soit en totalité, soit au prorata temporis.

ARTICLE 9 : AVENANT

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord par les deux parties fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 10 : INTANGIBILITE DES CLAUSES

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra jamais, quelle qu'en ait pu être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions de la présente.

ARTICLE 11 : INTUITU PERSONAE

La présente convention étant conclue « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Marseille 22-24 rue Breteuil, 13281 Marseille, cedex 06. Cependant les parties s'engagent avant tout recours contentieux à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

Fait à Aubagne, le

**Pour l'Association Habitat Alternatif
Social**

**Le Président
Monsieur Carmelo Franchina**

**Pour la Métropole Aix-Marseille-
Provence
Le Conseil de Territoire du Pays
d'Aubagne et de l'Etoile**

**La Présidente
Madame Sylvia Barthélémy**

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20190617-CT4-170619-4-DE
Date de télétransmission : 21/06/2019
Date de réception préfecture : 21/06/2019

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20190617-CT4-170619-4-DE
Date de télétransmission : 21/06/2019
Date de réception préfecture : 21/06/2019

ANNEXE A LA CONVENTION D'OBJECTIFS 2019

Budget prévisionnel général 2019

Dépenses		Recettes	
Achat	11 290 €	Vente de produits finis	25 351 €
Services extérieurs	89 510 €	Subventions	207 000 €
Autres services extérieurs	17 864 €	DDCS 13	168 000 €
Impôts et taxes	4 129 €	Conseil Régional PACA	
Charges de personnel	105 965 €	Conseil Départemental 13	9 000 €
Autres charges de gestion courante	1 594 €	CUCS	5 000 €
Charges financières		Métropole Aix-Marseille Provence	12 000 €
Dotations aux amortissements	2 000 €		
		Dont Territoire Marseille Provence	
		Dont Territoire du Pays d'Aix	€
		Dont Territoire de Pays Salonais	€
		Dont Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile	12 000 €
		Dont Territoire Istres-Ouest Provence	€
		Dont Territoire du Pays de Martigues	€
		Communes :	5000 €
		Fonds européens	
		Autres	8000 €
		L'agence de services et de paiement	
		Autres	
		Entreprises en organismes privés	
		Autres produits de gestion courante	
		Produits financiers	
		Reprises sur amortissements et provisions	
Total des dépenses	232 351€	Total des recettes	232 351€

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20190617-CT4-170619-4-DE
Date de télétransmission : 21/06/2019
Date de réception préfecture : 21/06/2019

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20190617-CT4-170619-4-DE
Date de télétransmission : 21/06/2019
Date de réception préfecture : 21/06/2019